

68123

Distr.  
LIMITEE

PAMM/MAN/NA.7/79  
18 septembre 1979

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion du groupe intergouvernemental  
d'experts pour la création de l'institut  
nord-africain d'études supérieures pour  
la gestion, l'enseignement et la formation

Tanger, 7-11 janvier 1980

PROPOSITIONS DE BAREMES DE SALAIRES  
POUR LE PERSONNEL DE L'INSTITUT  
ET CONDITIONS DE SERVICE

Considérations générales

1. Principes et objectifs fondamentaux

Pour formuler des propositions relatives aux rémunérations, aux indemnités et autres prestations à offrir aux cadres supérieurs ainsi qu'au personnel auxiliaire de l'Institut nord-africain d'études supérieures pour la gestion, l'enseignement et la formation, il importe de ne pas perdre de vue les principes et objectifs fondamentaux suivants:

- i) Les Etats africains sont en majorité pauvres et ne peuvent guère se permettre de se doter d'institutions intergouvernementales très coûteuses. En conséquence, les barèmes des traitements et les indemnités du personnel de l'Institut doivent être fixés à un niveau que les Etats membres peuvent se permettre, mais suffisamment acceptables pour attirer des personnes compétentes et convenablement qualifiées pouvant venir de tous les horizons.
- ii) Il convient aussi de prendre en considération les barèmes de traitement appliqués par les institutions africaines multinationales et intergouvernementales, de même que ceux appliqués par les institutions nationales d'enseignement postsecondaire.

- iii) L'Institut devra s'efforcer de recruter les professeurs-instructeurs et les chercheurs les plus compétents afin d'être en mesure de tendre vers ses objectifs et de s'acquitter des tâches qui lui sont assignées - Il en résulte la nécessité de recruter les éléments du personnel sur le plan mondial et de payer le prix que le marché exige.
- iv) L'Institut devra, obligatoirement, avoir recours à une équipe mixte d'Africains directement à son service et d'experts techniques mis à sa disposition au titre d'accords bilatéraux ou multilatéraux de coopération technique. Pour cette raison, les barèmes de traitements propres à l'Institut et les barèmes internationaux devront être simultanément appliqués. L'Institut ne pourra pas se permettre, en effet, d'accorder les traitements de l'Organisation des Nations Unies et les indemnités correspondantes. En conséquence, les barèmes de traitements de l'Institut devront être articulés à un niveau ne dépassant pas 80 pour 100 du montant net des traitements des Nations Unies applicables à des catégories comparables de fonctionnaires.
- v) L'Institut se consacrera principalement à la formation des étudiants et à des recherches à l'appui de la formation. D'où la nécessité absolue pour le personnel d'un attachement sans faille à la formation et aux recherches en tant que profession; d'autre part il faudra que le personnel participant à cette activité soit orienté de telle sorte qu'il retire une véritable satisfaction de ses fonctions. En particulier, il faudra l'encourager à se maintenir dans cette vocation pour la formation et la recherche. Il est en effet d'une importance primordiale que l'Institut puisse retenir son personnel, étant donné que ce personnel aura très certainement l'occasion d'être tenté d'accepter des postes mieux rémunérés ailleurs.

## 2. Barèmes de traitements proposés

Les barèmes des traitements proposés pour le personnel de la catégorie des administrateurs, le personnel d'administration et de comptabilité, ainsi que pour le personnel auxiliaire sont indiqués aux tableaux A et B. Les barèmes fixés pour le personnel auxiliaire, les employés de bureau, de secrétariat et des services généraux ne sont qu'indicatifs. Il conviendra de réviser les

chiffres correspondants pour les augmenter ou les diminuer après une étude des barèmes de traitements en vigueur et du niveau du coût de vie dans le pays d'accueil.

Aux fins de rémunérations, le personnel des échelons supérieurs est reparté en huit classes. Comme l'Institut est une institution de formation et de recherches, tous les éléments de la catégorie des administrateurs sont, pour des raisons de commodité, appelés "instructeurs", étant bien entendu que certains d'entre eux pourront assumer des fonctions d'administration, de gestion pure et de comptabilité. Les Chefs de département, qui sont des instructeurs principaux, sont placés à la classe 6, et le Directeur à la classe 8. Une classe 7 est prévue, en principe pour un Directeur adjoint, au cas où le Conseil d'administration déciderait de créer ce poste. Chacune des classes est subdivisée en dix échelons.

Il est prévu que les fonctionnaires auront à payer, sous une forme ou une autre, un impôt ou une contribution sur leur revenu. Les recettes correspondantes seront perçues directement à la source par l'Institut qui les utilisera en atténuation des contributions demandées aux Etats membres. En conséquence, les chiffres indiqués dans les barèmes des traitements sont bruts. Le barème à appliquer en ce qui concerne les contributions du personnel sera déterminé en temps opportun par le Conseil d'administration. Les retenues pourront se situer entre 15 pour 100 dans le cas des traitements les moins élevés et 30 pour 100 dans le cas des traitements les plus élevés. Les paiements nets résultant des barèmes des traitements proposés pourront donc être de l'ordre de 70 à 80 pour 100 des chiffres indiqués.

### 3. Barèmes de traitements comparables

On trouvera dans les annexes I à III des renseignements sur les barèmes de traitements applicables aux catégories de fonctionnaires comparables au Secrétariat des Nations Unies et dans les institutions intergouvernementales africaines. On constatera, d'après l'annexe II, que les traitements proposés pour l'Institut se situent autour de 80 p. 100 des traitements nets des fonctionnaires de classes comparables du Secrétariat des Nations Unies.

Dans l'annexe III, la rémunération d'un fonctionnaire de la classe P.3 a été comparée dans six institutions intergouvernementales africaines, dont l'Institut. Les traitements proposés pour l'Institut sont légèrement supérieurs à ceux qui s'appliquent aux fonctionnaires de la catégorie des administrateurs de l'OUA et du Centre régional africain de technologie, mais légèrement inférieurs aux traitements offerts par le CAFRAD et très inférieurs à ceux de l'AOAPC, de la BAD et de la CEEAO. Eu égard à la rareté des instructeurs techniques compétents, à la demande qui s'adresse à cette catégorie de personnel dans l'industrie et les autres secteurs de la production et à la nécessité de les retenir dans la fonction de formation et de recherches, il s'avère absolument indispensable que l'Institut offre des traitements légèrement supérieurs à ceux de l'OUA et du Centre régional africain de technologie.

Le barème des traitements actuellement en vigueur à l'OUA par rapport aux autres barèmes internationaux et intergouvernementaux peuvent sembler raisonnables du point de vue de ce que les Etats africains peuvent se permettre (Annexe III). Si l'on considère la rémunération effectivement perçue, les indemnités et autres prestations complémentaires dont les fonctionnaires de l'OUA bénéficient sont très substantielles. On estime que l'indemnité de dévaluation du dollar et l'indemnité de poste augmentent de 45 à 50 p. 100 les traitements de base. De raisonnables indemnités de logement sont également versées. Tous ces éléments accroissent très sensiblement la valeur de la rémunération effectivement perçue. Le Centre régional africain de technologie a adopté les mêmes traitements et les mêmes indemnités que ceux de l'OUA. Toutefois, les candidats aux postes vacants commenceront par considérer le traitement de base net qui leur est offert, pour s'intéresser seulement par la suite aux indemnités et autres prestations complémentaires. Les fonctionnaires éventuels de l'Institut estimeront normalement ce qu'ils valent dans un contexte mondial, étant donné qu'ils auront la possibilité de trouver des affectations n'importe où dans le monde, là où leur spécialisation peut être demandée. C'est de ce point de vue que les traitements de l'OUA ne parviendront pas à attirer, et encore moins à retenir, les éléments qualifiés du poids et de l'expérience dont l'Institut a besoin pour son fonctionnement.

4. Indemnités et prestations

Les indemnités et les prestations proposées pour les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs de l'Institut sont indiquées dans les barèmes des traitements envisagés. Par rapport aux normes internationales et à ce qui s'applique dans certains pays africains, on peut considérer les indemnités comme modestes.

5. Recommandation : Mesures à prendre

Les participants sont invités :

- 1) à examiner les barèmes des traitements proposés pour les différentes catégories de fonctionnaires, dont ceux des Chefs de département et du Directeur, à les modifier en cas de nécessité et à les adopter à l'intention de l'Institut;
- 2) à examiner l'indication approximative des traitements du personnel auxiliaire, des employés de bureau, de secrétariat et autres et à inviter le secrétariat de la CEA et le Directeur de l'Institut à collaborer pour déterminer des barèmes de traitements appropriés tenant dûment compte des rémunérations appliquées pour les catégories analogues de personnel dans le pays d'accueil et à présenter des recommandations précises à la deuxième session du Conseil d'administration;
- 3) à examiner les indemnités et prestations diverses proposées pour les fonctionnaires de l'Institut, à les modifier et à les adopter à l'intention de l'Institut.

INSTITUT NORD-AFRICAÏN D'ETUDES SUPERIEURES POUR

LA GESTION, L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION

A. BAREME DES TRAITEMENTS (BRUTS) DES FONCTIONNAIRES  
DE RANG SUPERIEUR EN DOLLARS EU (PROPOSITIONS) 1/

| Catégories   | Classification<br>(niveau) | Echelon I | Augmentation<br>annuelles | Echelon X |
|--|----------------------------|-----------|---------------------------|-----------|
| Instructeur adjoint Fonction-<br>naire d'exécution<br>(Administration)   | L.1                        | 10 000    | 300                       | 12 700    |
| Instructeur de 2ème classe<br>Fonctionnaire chargé de la<br>comptabilité ou de l'administration                  | L.2                        | 12 000    | 300                       | 14 700    |
| Instructeur de 1ère classe Fonction-<br>naire chargé de la comptabilité ou<br>de l'administration de 1ère classe | L.3                        | 15 000    | 360                       | 18 240    |
| Instructeur de 1ère classe Fonction-<br>naire chargé de la comptabilité ou<br>de l'administration de 1ère classe | L.4                        | 18 000    | 360                       | 21 240    |
| Instructeur hors classe<br>Chef comptable  | L.5                        | 21 000    | 420                       | 24 780    |
| Chef de département/administration   | L.6                        | 24 000    | 420                       | 27 780    |
| (Directeur adjoint)  | (L.7)                      | (26 000)  | 500                       | 30 500)   |
| Directeur  | L.8                        | 30 000    | 600                       | 35 400    |

1/ Les traitements sont à peu près équivalents à 80 p. 100 des traitements applicables aux fonctionnaires de classe comparable du Secrétariat des Nations Unies.

B. BAREME DES TRAITEMENTS (BRUTS) DU PERSONNEL AUXILIAIRE 1/

| Catégories | Classification<br>(niveau) | Augmentation |          | Echelon X |
|------------|----------------------------|--------------|----------|-----------|
|            |                            | Echelon I    | annuelle |           |
|            | SS 1                       | 3 000        | 120      | 4 080     |
|            | SS 2                       | 3 000        | 120      | 4 380     |
|            | SS 3                       | 3 600        | 120      | 4 680     |
|            | SS 4                       | 4 200        | 180      | 5 820     |
|            | SS 5                       | 4 500        | 180      | 6 120     |
|            | SS 6                       | 4 800        | 180      | 6 420     |
|            | SS 7                       | 5 400        | 240      | 7 560     |
|            | SS 8                       | 5 700        | 240      | 7 860     |
|            | SS 9                       | 6 000        | 240      | 8 160     |

1/ Les chiffres indicatifs concernant ces barèmes de traitements (personnel auxiliaire) doivent être ajustés en fonction des traitements locaux actuellement applicables au personnel des classes comparables dans le pays d'accueil.

### C. INDEMNITES ET PRESTATIONS DES FONCTIONNAIRES DE RANG SUPERIEUR

Les indemnités et prestations suivantes sont proposées pour les fonctionnaires de rang supérieur de l'Institut 1/ :

#### 1. Indemnité d'installation

Payable aux nouveaux fonctionnaires à leur entrée en fonction, au taux complet pour le fonctionnaire et à la moitié du taux pour les personnes à charge qui l'accompagnent, pour une période ne dépassant pas 30 jours. Le taux journalier ne doit pas dépasser le montant de l'indemnité journalière de subsistance (per diem) des Nations Unies applicable au lieu d'affectation et peut être diminué si le Conseil d'administration de l'Institut en décide ainsi; dans ce cas, il ne sera pas inférieur à 80 p. 100 de l'indemnité de subsistance des Nations Unies applicable.

#### 2. Indemnité pour charges de famille

240 dollars EU par an pour le conjoint à charge  
150 dollars EU par enfant à charge

#### 3. Indemnité de logement

|                                  |                         |
|----------------------------------|-------------------------|
| Directeur                        | 4 800 dollars EU par an |
| (Directeur adjoint)              | 3 600 dollars EU par an |
| Fonctionnaires des classes 4 à 6 | 3 000 dollars EU par an |
| Fonctionnaires des classes 1 à 3 | 2 400 dollars EU par an |

L'indemnité de logement ne s'applique qu'aux fonctionnaires non résidents auxquels l'hébergement n'est pas fourni.

#### 4. Indemnité pour frais d'études

75 p. 100 des frais de scolarité et autres dépenses directes d'enseignement par enfant fréquentant un établissement scolaire à temps complet, jusqu'à l'âge de 21 ans.

#### 5. Retraite

Les fonctionnaires apportent une contribution automatique retenue de 7 ou 5 pour 100 de leur traitement de base à la Caisse de retraite du personnel, la contribution de l'Institut étant de 14 ou 10 pour 100 du même traitement.

---

1/ Des taux d'indemnités appropriées applicables au personnel auxiliaire doivent être déterminés par l'Institut.



6. Assurance du personnel

Le régime d'assurance groupe de l'Institut pourvoit à l'indemnisation des fonctionnaires en cas d'incapacité permanente d'invalidité ou de décès subi en service ou à l'occasion d'un voyage officiel au service de l'Institut.

7. Plan médical du personnel de l'Institut

Les fonctionnaires qui contribuent au Plan médical de l'Institut obtiennent le remboursement de 80 p. 100 de toutes les dépenses médicales et dépenses d'hospitalisation engagées effectivement pour un fonctionnaire, un conjoint à charge et des enfants à charge. Les dépenses autorisées excluent l'achat de médicaments non prescrits par le service médical. Le montant de la contribution des fonctionnaires au Plan est fixé et révisé de temps à autre par le Conseil d'administration.

8. Privilège de la franchise de douane

Le Directeur et les fonctionnaires des classes 4 à 7 peuvent bénéficier du privilège d'acheter en franchise de douane certaines catégories d'articles selon ce que le pays d'accueil peut leur accorder. Tous les fonctionnaires de rang supérieur de l'Institut non résidents ont le privilège d'acheter en franchise de douane une voiture automobile et un ensemble limité de meubles dans les 12 mois suivants leur entrée en fonction à l'Institut. La liste de ces articles de ménage admis en franchise de douane est déterminée en accord avec le Gouvernement d'accueil. L'octroi de ce privilège ne donne à aucun fonctionnaire de l'Institut le droit à une indemnité pour l'entretien de sa voiture ou de ses voitures privées.



E REGIONAL AFRICAIN DE TECHNOLOGIE DE DAKAR  
TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES DE RANG SUPERIEUR  
(en dollars des Etats-Unis)

|       | ECHELONS |        |        |        |        |        |        |        |        |   |
|-------|----------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---|
|       | I        | II     | III    | IV     | V      | VI     | VII    | VIII   | IX     | X |
| 7,200 | 7,450    | 7,700  | 7,950  | 8,200  | 8,450  | 8,700  | 8,950  | 9,200  | 9,450  |   |
| 9,000 | 9,260    | 9,520  | 9,780  | 10,040 | 10,300 | 10,560 | 10,820 | 11,080 | 11,340 |   |
| 1,000 | 11,280   | 11,560 | 11,840 | 12,120 | 12,400 | 12,680 | 12,960 | 13,240 | 13,520 |   |
| 3,300 | 13,600   | 13,900 | 14,200 | 14,500 | 14,800 | 15,100 | 15,400 | 15,700 | 16,000 |   |
| 6,000 | 16,320   | 16,640 | 16,960 | 17,280 | 17,600 | 17,920 | 18,240 | 18,560 | 18,880 |   |
| 7,140 | 17,470   | 17,800 | 18,130 | 18,460 | 18,790 | 19,120 | 19,450 | 19,780 | 20,110 |   |
| 8,950 | 19,300   | 19,650 | 20,000 | 20,350 | 20,700 | 21,050 | 21,400 | 21,750 | 22,100 |   |

ais Level (niveau)

is sont bruts. Les barèmes sont fondés sur les traitements en

ies de personnel indiquées dans le tableau concernant l'Institut

ain de technologie, Rapport de la première réunion du Conseil  
CT/EB/1/9, Annexe II.



BAREMES DES TRAITEMENTS DES NATIONS UNIES POUR  
LES HAUTS FONCTIONNAIRES DE RANG COMPARABLE

(taux prévus pour les fonctionnaires  
ayant des charges de famille)

| Catégories                             | Classe applicable | Echelon I          | Echelon X              |
|--|-------------------|--------------------|------------------------|
| Instructeur adjoint                    | P1                | (14,300)<br>11,719 | (19,860)<br>15,633     |
| Instructeur de 2ème classe             | P2                | (19,040)<br>15,096 | (25,250)<br>19,000     |
| Instructeur de 1ère classe             | P3                | (23,910)<br>18,193 | (31,580)<br>22,690     |
| Instructeur de 1ère classe             | P4                | (29,940)<br>21,756 | (38,930)<br>26,684     |
| Instructeur principal                  | P5                | (38,190)<br>26,299 | (48,110)<br>31,355     |
| Chef de département/<br>Administration | D1                | (43,890)<br>29,245 | (7 échelons)<br>33,456 |
| Directeur                              | D2                | (52,650)<br>33,552 | (4 échelons)<br>35,738 |

Source : Règlement du personnel des Nations Unies, New York 1977,  
Annexe I, Barèmes des traitements et dispositions connexes.

Note : La colonne 1, Catégories, concerne le personnel de l'Institut aligné sur les catégories des administrateurs du Secrétariat des Nations Unies. Les chiffres entre parenthèses sont les traitements bruts.

BAREMES DES TRAITEMENTS COMPARES DES INSTITUTIONS  
AFRICAINES POUR LA CLASSE P3  
OU LE NIVEAU L3 EQUIVALENT  
(en dollars des E.U.)

| Institutions<br>Echelons |        |        |        |                        |  | Proposé<br>pour l'ins-<br>titut |
|--------------------------|--------|--------|--------|------------------------|--|---------------------------------|
|                          | OAPC   | BAD    | CAFRAD | CEEAO                  | Centre régio-<br>nal de tech-<br>nologie <u>1/</u> |                                 |
| I                        | 23,910 | 20,410 | 16,761 | 22,335<br>to<br>24,630 | 11,000   | 15,000                          |
| V                        | 27,300 | 21,313 | 18,703 |                        | 12,120   | 16,440                          |
| X                        | 31,580 | 23,577 | 21,016 |                        | 13,520   | 18,240                          |

Source : Recommandations pour l'amélioration des conditions d'emploi  
du CAFRAD, document CAFRAD DG.1/78, 10 Dec., Annexe I.

Notes : OAPC : Organisation africaine de promotion du commerce

BAD : Banque africaine de développement

CAFRAD : Centre africain de formation et de recherche  
administratives pour le développement

CEEAO : Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

---

1/ Même barème qu'au Secrétariat de l'OUA.

1. The first part of the document is a letter from the President of the United States to the Congress, dated January 3, 1862. It is a very important document, as it contains the President's views on the state of the Union and the progress of the war.

2. The second part of the document is a report from the Secretary of the War Department, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the military operations of the Army during the year 1861.

3. The third part of the document is a report from the Secretary of the Navy, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the naval operations of the Navy during the year 1861.

4. The fourth part of the document is a report from the Secretary of the Treasury, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the financial operations of the Treasury during the year 1861.

5. The fifth part of the document is a report from the Secretary of the Interior, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the operations of the Department during the year 1861.

6. The sixth part of the document is a report from the Secretary of the War Department, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the military operations of the Army during the year 1861.

7. The seventh part of the document is a report from the Secretary of the Navy, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the naval operations of the Navy during the year 1861.

8. The eighth part of the document is a report from the Secretary of the Treasury, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the financial operations of the Treasury during the year 1861.

9. The ninth part of the document is a report from the Secretary of the Interior, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the operations of the Department during the year 1861.

10. The tenth part of the document is a report from the Secretary of the War Department, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the military operations of the Army during the year 1861.

11. The eleventh part of the document is a report from the Secretary of the Navy, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the naval operations of the Navy during the year 1861.

12. The twelfth part of the document is a report from the Secretary of the Treasury, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the financial operations of the Treasury during the year 1861.

13. The thirteenth part of the document is a report from the Secretary of the Interior, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the operations of the Department during the year 1861.

BAREMES DES TRAITEMENTS DES UNIVERSITES ET  
COLLEGES AFRICAINS DE TECHNOLOGIE EN 1978  
(en dollars des E.U.)

| Categories   | Grade Level <sup>1/</sup> | Idah College of Technology, Nigeria | College of Technology, Owerri, Nigeria | University of Ife, Nigeria | University of Nairobi, Kenya (1974) |
|--|---------------------------|-------------------------------------|--|----------------------------|-------------------------------------|
| Professor  | 16                        |                                     |  | 18030/19872                | 10260/12483                         |
| Associate Professor  |                           |                                     |  |                            | 8653/10157                          |
| Head of Department )<br>Reader )<br>Senior Principal )<br>Lecturer ) | 14                        | 14189/15725                         | 14189/15725                            | 14189/15725                |                                     |
| Senior Lecturer )<br>Principal Lecturer )                            | 13                        | 12422/13398                         | 12422/13398                            | 12422/13398                | 6430/8653                           |
| Senior Lecturer  | 12                        |                                     | 11366/12403                            |                            |                                     |
| Lecturer Grade I   | 11                        | 10310/11174                         | 10310/11174                            | 10310/11174                | 4275/7353                           |
| Lecturer Grade II  | 10                        | 8736/10291                          | 8736/10291                             | 8736/10291                 |                                     |
| Lecturer Grade III )<br>Assistant Lecturer )                         | 09                        | 6989/8544                           | 6989/8544                              | 6989/8544                  | 3591/4104                           |
| Graduate Assistant )<br>Tutorial Fellow )                            | 08                        |                                     | 5222/6662                              | 5222/6662                  | 3591/4754                           |

Source : West Africa Weekly

Note : Le premier chiffre est le salaire de début, le deuxième le dernier échelon de barème.

Taux de conversion : \$EU1 = N°. 625; LK1 = \$2.85

<sup>1/</sup> Au Nigeria.





BAREMES DES TRAITEMENTS DES UNIVERSITES ET  
COLLEGES AFRICAINS DE TECHNOLOGIE EN 1978  
(en dollars des E.U.)

| Categories   | Grade Level <sup>1/</sup> | Idah College of Technology, Nigeria | College of Technology, Owerri, Nigeria | University of Ife, Nigeria | University of Nairobi Kenya (1974) |
|--|---------------------------|-------------------------------------|--|----------------------------|------------------------------------|
| Professor  | 16                        |                                     |  | 18030/19872                | 10260/12483                        |
| Associate Professor  |                           |                                     |  |                            | 8653/10157                         |
| Head of Department )<br>Reader )<br>Senior Principal )<br>Lecturer ) | 14                        | 14189/15725                         | 14189/15725                            | 14189/15725                |                                    |
| Senior Lecturer )<br>Principal Lecturer )                            | 13                        | 12422/13398                         | 12422/13398                            | 12422/13398                | 6430/8653                          |
| Senior Lecturer  | 12                        |                                     | 11366/12403                            |                            |                                    |
| Lecturer Grade I   | 11                        | 10310/11174                         | 10310/11174                            | 10310/11174                | 4275/7353                          |
| Lecturer Grade II  | 10                        | 8736/10291                          | 8736/10291                             | 8736/10291                 |                                    |
| Lecturer Grade III )<br>Assistant Lecturer )                         | 09                        | 6989/8544                           | 6989/8544                              | 6989/8544                  | 3591/4104                          |
| Graduate Assistant )<br>Tutorial Fellow )                            | 08                        |                                     | 5222/6662                              | 5222/6662                  | 3591/4754                          |

Source : West Africa Weekly

Note : Le premier chiffre est le salaire de début, le deuxième le dernier échelon de barème.

Taux de conversion : \$EU1 = N°. 625; LK1 = \$2.85

<sup>1/</sup> Au Nigeria.

